Revue européenne des migrations internationales

vol. 32 - n°3 et 4 | 2016

30ème anniversaire. Renouveler la question migratoire

Éditorial

Editorial

Editorial

Véronique Petit

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/remi/8168>

DOI : 10.4000/remi.8168

ISSN : 1777-5418

Traduction(s) :

Editorial - URL : <https://journals.openedition.org/remi/14262> [en]

Éditeur

Université de Poitiers

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2016

Pagination : 7-14

ISBN : 979-10-90426-29-0

ISSN : 0765-0752

Référence électronique

Véronique Petit, « Éditorial », *Revue européenne des migrations internationales* [En ligne], vol. 32 - n°3 et 4 | 2016, mis en ligne le 01 décembre 2016, consulté le 16 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/remi/8168> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/remi.8168>

Éditorial

Véronique Petit¹

La *Revue Européenne des Migrations Internationales* a été créée voici déjà trente ans. Les missions et les objectifs que s'étaient fixés les membres fondateurs de la revue n'ont pas fondamentalement changé : la *REMI* garde pour vocation d'être une « publication pluridisciplinaire spécialisée, assurant de manière régulière en langue française, la diffusion des résultats de recherche sur les migrations internationales », afin de remédier à « une dispersion de la production scientifique d'expression française dans l'ensemble des revues en Sciences Sociales, ce qui rend particulièrement difficile le repérage des travaux en cours et nuit au développement de la recherche fondamentale sur le thème. Cette situation est d'autant plus regrettable que le durcissement du débat qui se développe dans l'opinion et dans les milieux socio-politiques en France et dans plusieurs pays européens [...] renforce pour les chercheurs l'exigence d'une information plus vaste, d'une démarche plus comparative, d'une réflexion théorique plus soutenue² ». Les contextes socio-politiques français et européen, du fait de l'intensification et de la complexification des flux migratoires et de leurs conséquences, du durcissement des politiques migratoires et des situations de crises, invitent toujours davantage les chercheurs de toutes disciplines à approfondir et à confronter leurs recherches, à ouvrir de nouveaux champs, à diffuser les résultats dans des cercles de plus en plus larges afin de déconstruire préjugés, peurs et fantasmes à l'égard des migrations et des migrants.

Parallèlement au contexte socio-politique international, la *REMI* évolue dans un environnement institutionnel et économique auquel elle doit s'adapter en restant fidèle à sa ligne éditoriale et aux valeurs humanistes qui lui sont chères. Les membres de la *REMI*, comme ceux d'autres revues en sciences sociales et humaines, s'interrogent parfois sur le sens de leur investissement : pour qui in fine réalisent-ils ce travail d'édition ? Quelle est la réelle utilité de leur revue ? En quoi contribue-t-elle aux débats fondamentaux de la Cité ? Alors que ces questions sont centrales, force est de reconnaître que le temps qui leur est consacré lors des comités de rédaction se réduit, car il faut « gérer », « produire », « sortir » le prochain numéro, répondre à des auteurs toujours plus pressés de se voir publier afin de satisfaire aux procédures d'évaluation déterminant l'avancée de leur carrière, adapter la revue aux contraintes de la

1 Co-directrice de la REMI, Démographe, Professeure, Université Paris Descartes, CEPED, 45 rue des Saints-Pères, 75006 Paris ; veronique.petit@ceped.org

2 Extrait de la page 5 de La *Revue Européenne des Migrations Internationales* (1985) Éditorial, *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 1 (1), pp. 5-7.

nouvelle donne numérique, assurer son financement, lui permettre d'évoluer. Si les idées, les projets et la volonté ne manquent pas afin d'améliorer la qualité de la *REMI*, la réalisation de ces objectifs dépend de notre capacité à mobiliser les ressources humaines et financières dont nous disposons et à en acquérir de nouvelles.

Si une revue est avant tout un projet éditorial lié à un collectif d'individus, c'est aussi une fabrique avec des contraintes techniques, matérielles, institutionnelles et financières. C'est une histoire d'héritages et de transmissions, un fil d'Ariane autour duquel se nouent amitiés et discussions. C'est un modèle de fonctionnement que chaque revue bâtit selon son histoire, ses valeurs, son propos et la représentation qu'elle a d'elle-même. Lors de sa dernière réunion, le comité de rédaction de la *REMI* a décidé de mettre fin à son comité de direction afin d'être davantage en conformité avec son fonctionnement démocratique réel. Trente ans, c'est aussi la génération qui a créé et assuré la vie de la revue qui tourne progressivement la page, chacun à son rythme au gré de sa vie professionnelle et personnelle (Jacqueline Costa-Lascoux, Yves Charbit, Hervé Domenach, Michèle Guillon, Marie-Antoinette Hily, André Lebon, Ralph Schor, Gildas Simon). Certain-e-s ont assuré la direction de la revue ainsi que des évolutions technologiques difficiles. Alors que le passage au tout numérique s'annonce, leur expérience est un atout. Qu'ils trouvent dans ces lignes l'expression de la reconnaissance des générations plus jeunes à qui ils transmettent un bel objet.

L'Université de Poitiers est l'éditeur de la revue. Rappelons aussi que le personnel à plein temps de la *REMI* se concentre dans la personne de notre éditrice, Audrey Brosset, qui est un personnel de l'Université de Poitiers. Ce poste et son financement sont essentiels à l'économie et au fonctionnement de la revue, tout comme la contribution de la Maison des Sciences de l'Homme et de la Société de Poitiers qui offre bureaux, espace de stockage, assistance informatique et comptable à notre revue. La revue assure son équilibre financier grâce aux produits de ses ventes, à une subvention du CNRS, mais la recherche de financements complémentaires devient cruciale. Que ces institutions soient remerciées. Depuis le vingtième anniversaire, d'un point de vue formel, la *REMI* a changé de couverture, modifié sa maquette avec l'introduction de la couleur, des photographies, l'amélioration de la présentation des cartes, des tableaux et des graphiques. La *REMI* est passée de trois numéros à quatre sous la forme d'un numéro double. Elle a initié également une procédure d'indexation de la revue afin de répondre aux demandes de plus en plus fréquentes d'auteurs soumis aux exigences de leurs institutions, de leurs disciplines notamment lorsqu'ils sont extérieurs aux sciences sociales ou lorsqu'ils travaillent dans le monde anglo-saxon, et au contexte de plus en plus concurrentiel de la recherche internationale. Parallèlement, nous avons aussi fait le choix d'ouvrir de plus en plus largement nos pages à la publication d'articles en anglais et en espagnol, et de réactiver les chroniques juridique et statistique qui ont été abandonnées au fil du temps. Elles renvoient en effet à deux domaines essentiels des recherches sur les migrations qui ne sauraient être absents de nos pages.

Les membres du comité de rédaction, la direction de la revue, les correspondants, les évaluateurs extérieurs, donnent de leur temps de chercheurs ou d'enseignants-chercheurs. Cette implication se résume à une ligne sur leur

curriculum vitae et sur l'ours de la revue. Résumé réducteur de leur activité, tant le coût, la durée et l'importance du travail d'édition restent mésestimés et insuffisamment reconnus par les institutions en charge des évaluations de ces scientifiques. Éditer, c'est s'engager pleinement à valoriser le travail scientifique d'autrui, à rendre à la société civile ce qu'elle a contribué à financer, à diffuser des connaissances et à enrichir les débats. Ces questions sont reprises dans les entretiens conduits par Marie-Antoinette Hily avec Sylvain Bourmeau, André Chabin, Vincent Citot et Olivier Mongin, et regroupées sous le titre « Les revues et leurs temps ». En contrepoint de ces échanges, le lecteur trouvera en fin de ce numéro anniversaire, le regard québécois et amical de Deirdre Meintel, une de nos plus anciennes correspondantes, sur le rôle de la *REMI* dans le parcours d'une chercheuse francophone.

La chronique juridique tenue dans ce numéro par Marie-Françoise Valette propose une analyse de la « Protection et promotion des droits sociaux des migrants par le Comité européen des droits sociaux ». En effet, la question des droits des migrants se pose de manière cruciale, souvent tragiquement, dans un contexte international profondément marqué par le durcissement des politiques migratoires et les crises associées aux conflits. Tout au long de leur parcours migratoire, les migrants sont confrontés à des législations définissant leur espace de vie familial, social, éducatif, sanitaire et professionnel. Leurs droits sont aussi discutés et définis au regard des droits des nationaux et du poids qu'ils représentent dans la population générale. La production du chiffre, la mesure — la construction des catégories et des populations, l'élaboration d'indicateurs — est par conséquent de première importance, car elle s'inscrit directement à l'intérieur d'enjeux politiques.

Dans leur article, Franck Temporal et Chantal Brutel présentent « La mesure des flux migratoires entre la France et l'étranger », en exposant la méthode d'estimation des flux migratoires adoptée récemment par l'Insee et visant à produire des statistiques sur l'émigration susceptibles de faire l'objet de comparaisons internationales et donc de complexifier le regard sur la situation migratoire de la France. Ces nouvelles estimations permettent également de mesurer avec davantage de précisions l'apport démographique migratoire à la croissance de la population de la France. Désormais, et conformément à la définition internationale et aux recommandations d'Eurostat, « les flux de sorties du territoire intègrent toute personne ayant quitté le territoire français au cours d'une année, qu'il s'agisse de Français faisant le choix d'aller vivre à l'étranger ou de personnes d'origine étrangère retournant dans leur pays d'origine, par exemple après une période d'étude ou de mobilité professionnelle. Il peut également s'agir de départs d'étrangers vers un autre pays d'émigration³ ». Là aussi, il apparaît clairement que si les difficultés méthodologiques (pluralité des sources démographiques et administratives : que mesure-t-on exactement ?) et conceptuelles (définitions du migrant par exemple) ont expliqué en partie l'absence de mesure des flux migratoires entre la France et l'étranger, ce déficit de connaissances est lié également à la manière dont se perçoit la France, un pays d'immigration avant d'être aussi un pays d'émigration. L'émigration, souvent perçue de manière réductrice à travers la question du retour ou des reconduites, est

3 Extrait de l'article de Temporal et Brutel dans ce numéro.

donc conçue comme une des conséquences de l'immigration. L'émigration n'est pas envisagée dans sa pleine diversité tant par les acteurs politiques que par les chercheurs, par conséquent elle constitue un champ de recherche à investir. L'analyse des chiffres récents des flux et du solde migratoire démontre comment ils permettent de déconstruire raccourcis politiques et préjugés. C'est rappeler aux responsables politiques comme aux citoyens que nos (é)migrants sont des (im)migrants ailleurs et que la question de l'accueil et du respect des droits humains est universelle.

Si les flux migratoires posent des problèmes de mesure aux démographes qui cherchent à les quantifier, leurs représentations graphiques soulèvent également des difficultés formelles et épistémologiques — comment fixer la mobilité — aux géographes qui s'attachent à les représenter. Un collectif de chercheurs — Lucie Bacon, Olivier Clochard, Thomas Honoré, Nicolas Lambert, Sarah Mekdjian et Philippe Rekacewicz — traite d'une question ancienne, mais sans cesse renouvelée — la représentation des flux et des itinéraires migratoires — du fait des évolutions techniques, des débats épistémologiques, des croisements entre approches scientifiques et artistiques, de l'engagement militant et du durcissement du contexte migratoire international. Cartographier des flux migratoires, c'est prendre le risque de figer une dynamique spatiale, démographique, politique et sociale, plus chaotique que linéaire, plus soumise à des redirections et des bifurcations qu'à un cheminement sans détour. À partir d'exemples précis, les auteurs déconstruisent les risques et les dangers inhérents à la pratique de la cartographie dans un contexte où les choix épistémologiques et méthodologiques des chercheurs sont aussi des actes éthiques, puisque les cartographies des flux migratoires donnent à voir — représentent — avec l'apparence de la simplicité ou de l'évidence des situations complexes aux enjeux politiques de premier plan (rétention, contrôle aux frontières, camps, mortalité des migrants, etc.). Tous les lecteurs et les usagers de la cartographie des migrations, et ils dépassent le cercle des chercheurs et parmi ceux-ci des géographes, n'ont pas la même proximité avec la sémiologie cartographique par conséquent le tracé d'une flèche ou d'une ligne symbolisant une frontière peut prendre un propos très politique. Cet article montre à quel point dessiner une carte est un processus créatif croisant point(s) de vue et compétences plurielles. Là aussi, la porosité croissante entre mondes scientifiques, artistiques et militants peut contribuer à nourrir la critique d'une pratique ancienne, mais irrémédiablement d'actualité, la cartographie comme pratique sensible.

James F. Hollifield s'inscrivant dans la tradition de l'histoire et des sciences politiques, nous offre dans un article passionnant au regard de l'actualité, « American Immigration Politics: An Unending Controversy », une lecture stimulante de la politique migratoire des États-Unis d'Amérique. Si des données statistiques éclairent son propos, l'intérêt premier de cet article de synthèse est de replacer dans une perspective historique et sociologique les acteurs et les termes du débat à travers l'examen de l'immigration comme enjeu du débat politique interne, différentes conceptions de la fonction de l'immigration coexistant au sein de l'espace politique étasunien. La question migratoire a été dès les origines un objet de confrontations politiques lié au processus de construction de l'identité nationale (tension entre l'importance de la cohésion culturelle et idéologique et la réalité de la diversité ethnique), aux objectifs économiques assignés à l'immigration dans un modèle économique ouvert, à la question

des droits civiques et au contrôle de l'immigration illégale. Les fonctions de l'immigration et les droits accordés aux immigrants sont des révélateurs profonds du projet sociétal de cette nation puisqu'ils sont liés aux questionnements identitaires et raciaux. S'attardant sur les dernières décennies, James F. Hollifield examine avec minutie la manière dont l'immigration a dessiné et ne cesse de redessiner la société américaine. Comment les migrants eux-mêmes et leurs descendants sont devenus des acteurs de scène politique, contribuant à modifier la nature des débats en s'invitant dans les processus électoraux comme en témoigne la récente élection présidentielle. Si James F. Hollifield adopte un point de vue centré sur l'immigration, Roger Waldinger propose en contrepoint un décentrement de notre regard à travers une réflexion articulant d'une part les dynamiques des pays de départ et des pays d'arrivée et d'autre part les logiques d'État et celles des migrants en mettant l'accent sur les dualités logées au cœur du phénomène migratoire. Cet article intitulé « La politique au-delà des frontières : la sociologie politique de l'émigration » propose une réflexion théorique générale illustrée par des exemples apportant à cet essai sociologique une dimension concrète et empirique.

Julien Thorez, à travers « La renaissance de la "Route de la soie" » mobilise une analyse géopolitique en s'interrogeant sur la manière dont les flux (migratoires) peuvent contribuer à structurer un espace en mettant en lien des territoires, des États, des économies et en jouant des frontières. Déconstruisant l'émergence et la mobilisation de discours autour de la mythique « Route de la soie », Julien Thorez s'interroge sur les représentations associées à l'Asie centrale et invite à réfléchir à la place – négligée – des migrations internationales dans l'appréhension des territoires centrasiatiques et eurasiatiques. Alors que la notion de « Route de la soie » semble ancienne et acquise, Julien Thorez montre que, si elle est fortement discutée et contestée par les historiens, différents acteurs nationaux et internationaux la réactualisent au gré des bouleversements politiques que connaît cette région et des (re)découpages territoriaux qu'ils impliquent. L'analyse de cette rhétorique met en lumière l'imaginaire positif qu'elle véhicule valorisant des échanges économiques et culturels, porteurs de l'idée d'une mondialisation positive et celle d'un espace géographique unifié. La confrontation entre ces discours – eux-mêmes imbriqués dans les récits nationaux des États impliqués – et la réalité des flux économiques et migratoires permet d'interroger les recompositions géographiques à l'œuvre dans cette région. Cet article a également le mérite d'appeler à une analyse des mobilités et des circulations en Asie centrale, région trop absente des articles publiés dans la *REMI*.

Ce numéro anniversaire se distingue par une nouvelle couverture et depuis quelques numéros la *REMI* offre une plus large part à la photographie. Anne Raulin, Sylvaine Conord et William Berthomière proposent un dossier réunissant une série de contributions autour de « Migrations et métropoles : visées photographiques ». Les auteurs – Anne Raulin, Sylvaine Conord, William Berthomière et Ines Ebilitigué, Alexa Färber, Guillaume Ma Mung, Hélène Veiga Gomes – ont expérimenté des croisements entre photographies et écritures ethnographiques. L'introduction nous rappelle que l'usage de la photographie par les sciences sociales est une pratique vieille de plus d'un siècle, même si les innovations techniques en modifient usages et pratiques. Dès les origines, l'objectif a été de donner à voir, de comprendre, de dénoncer les conditions

de vie (logement, travail) des nouveaux arrivants en particulier dans la société américaine. Le regard sociologique croisant le propos politique, des questions épistémologiques et éthiques surgissent très rapidement : quelle est valeur heuristique attribuer à la photographie ? Comment figer à travers un instantané une figure ou une population sans la conduire à une forme de stigmatisation ? Les contributions présentées ici s'attachent à cinq métropoles – Paris, Londres, Berlin, Lisbonne et Tel-Aviv –, explorant rues, devantures, murs et paysages urbains, elles proposent une lecture de contextes urbains façonnés par les flux migratoires et diasporiques. La photographie devient un puissant révélateur de ces présences minoritaires qui interpellent le regard du chercheur-photographe.

Houda Kassatly, Nicolas Puig et Michel Tabet prolongent la réflexion sur l'anthropologie visuelle en l'articulant à une anthropologie sonore. Ils inscrivent leur contribution, intitulée « Le marché de Sabra à Beyrouth par l'image et le son. Retour sur une enquête intensive », dans le champ des recherches sur les interactions en situation de coprésence à l'intérieur de contextes marqués par le cosmopolitisme, la présence de communautés de migrants, de groupes en situation de minorité. Ils déploient une anthropologie visuelle et sonore afin de « dégager les propriétés visuelles et sonores du lieu et en relater les petits événements sociaux dont les enchaînements instaurent un ordre social qui lui est spécifique⁴ ». Les auteurs décrivent chacun leur tour leur démarche, leur cheminement, la négociation de ce terrain intensif et discontinu et ce que ces interactions entre chercheurs et acteurs du marché, lieu privilégié de transactions multiples, révèlent des modes de contacts et des relations sociales entre migrants africains, asiatiques – Bangladais en particulier – et la société libanaise. Cette démarche expérimentale est livrée dans sa fabrication, s'inscrivant dans l'héritage classique de l'anthropologie tout en le renouvelant par l'apport de l'approche sonore, qui offre une nouvelle lecture et interprétation de cet espace social.

Ce numéro spécial anniversaire se distingue également par des contributions d'un type inédit pour la *REMI*, celles d'entretiens réunissant chercheurs en sciences sociales et acteurs de la société civile. Deux entretiens posent la question du rapport de l'art à l'expérience migratoire : comment des artistes rendent compte des parcours migratoires, de la violence de l'exil, de la création d'une nouvelle vie dans un monde qui se contracte et s'ouvre entre montées des nationalismes et revendications multiculturelles. Constance De Gourcy a choisi de rencontrer le réalisateur et sociologue italien Andrea Segre, alors que la production cinématographique consacrée aux questions migratoires est significative dans des pays d'immigration en Europe comme en Amérique du Nord. Les premiers films en noir et blanc aux États-Unis retracent le parcours du migrant et son initiation à sa nouvelle vie (la traversée en bateau de l'Atlantique, l'arrivée à Ellis Island, le passeport, l'installation, l'américanisation), mais aussi les relations entre les migrants, entre nouveaux et anciens arrivants. L'ensemble de la trajectoire migratoire sera repris par Elia Kazan dans son célèbre film *America, America* en 1963. Les échanges de Constance De Gourcy et d'Andrea Segre intitulés « Le cinéma a besoin de l'individu, les migrants ont besoin du cinéma pour redevenir des individus » autour de la sociologie et du cinéma

4 Extrait de l'article de Kassatly, Puig et Tabet dans ce numéro.

dans le champ des migrations internationales les conduisent à s'interroger sur le pouvoir de la narration cinématographique et son rôle dans la production d'images et de récits nourrissant les représentations de nos sociétés en changement, notamment sous l'impulsion de la dynamique migratoire. Quels sont les engagements politiques, les choix éthiques, les partis pris esthétiques, bref le cheminement intellectuel et cinématographique entre films et documentaires d'Andrea Segre qui nous donne à voir et à penser dans un même geste notre monde, avec l'objectif avoué de le rendre meilleur. De son côté, Marco Martiniello a choisi d'aller à la rencontre d'artistes urbains belges (chanteurs, musiciens, rappeurs et slameurs) installés à Anvers, Liège et Bruxelles. Avec Kaer, Gioia Kayaga, Giacomo Lariccia, David MendezYepez, Tutu Puoane et Rival, il s'entretient de la « crise migratoire » et du terrorisme. Sociologue, Marco Martiniello explique son choix d'interroger des artistes porteurs d'histoires migratoires spécifiques et engagés dans des univers artistiques très différents, en raison du rôle qu'ils peuvent jouer dans les processus de mobilisation sociale à l'intérieur de nos sociétés multiculturelles – dont ils sont une des incarnations – lorsque celles-ci sont confrontées à des crises remettant en cause leurs valeurs fondatrices. Comment ces artistes considèrent leur position en Belgique et en Europe ? Quels messages ou cris souhaitent-ils faire entendre ? Ces entretiens ouvrent la voie au prochain numéro de la *REMI* qui sera d'ailleurs consacré à « Écrire, vivre, penser en exil », sous la direction de Ralph Schor.

Ces expériences subjectives s'insèrent dans un monde en perpétuel mouvement. Monika Salzbrunn et Ludger Pries, dans leurs échanges sur les changements théoriques, méthodologiques et thématiques survenus en trente ans de sciences sociales des migrations, mettent plus particulièrement en avant le tournant transnational, soulignant le caractère pluri-local des relations sociétales, des réseaux et des pratiques. La transnationalisation est considérée comme un des idéaltypes de processus d'internationalisation et de migration, s'étendant au-dessus et entre des espaces, et au sein de laquelle des cercles concentriques de phénomènes locaux, micro-régionaux, nationaux, macro-régionaux et globaux se jouent. La situation actuelle des réfugiés est abordée en tenant compte de ces différents niveaux d'analyse. Les migrations internationales produisent des situations de co-présence et de multi-culturalité à travers les relations inter-ethniques qu'elles engagent. Les sociologues Élodie Grossi et Christian Poiret, de leurs côtés, reviennent avec Magali Bessone (philosophe) et Claude-Olivier Doron (philosophe et historien), sur l'histoire et l'usage des théories de la « race » dans les sciences de la nature et de la société en France, aux États-Unis et au Brésil. Ils mettent en évidence les tensions entre une définition naturaliste essentialisant la race et un constructivisme social reposant sur une mise en récits, une histoire et des imaginaires, mais aussi comment la question de l'épigénétique complexifie et invite à repenser cette opposition duale. Ils soulignent également que de tout temps, les sciences sociales ont dû intégrer les évolutions de la biologie et de la génétique et par conséquent penser leurs rapports à ces sciences. La question sous-jacente à ces débats est pour les individus et les sociétés celle du déterminisme et de la liberté. Ils invitent donc les chercheurs en sciences sociales en France à davantage œuvrer à la déconstruction et l'analyse des modes contemporains de catégorisation raciale à l'œuvre par exemple dans les sphères politique, sociale et médicale.

Pour clore cet itinéraire consacré à la représentation de l'immigration, Yann Scioldo-Zürcher nous propose, dans son texte « Les migrations au musée ! Sciences sociales et muséographie sont-elles complémentaires ? », une déambulation à l'intérieur de quelques muséums de renommée internationale à Paris, Hambourg, Berlin et Moscou consacrés à l'histoire des migrations et des sociétés juives en diaspora. Historien, il s'interroge sur l'apport des sciences sociales et de sa discipline à la présentation des parcours permanents plus ou moins didactiques de ces musées, sachant que les responsables de ceux-ci ont la tâche délicate d'articuler dans leur construction narrative un souci de vulgarisation et les injonctions de leurs tutelles sous le regard exigeant des chercheurs. Yann Scioldo-Zürcher montre que ces présentations gommant la complexité du phénomène migratoire en privilégiant des cartes présentant des flux entre des points de départ et d'arrivée au détriment des dynamiques historiques, en accentuant le poids des déterminismes macrosociologiques face aux projets migratoires plus individualisés, et en exposant les conditions de l'intégration et du retour plutôt que les pratiques associées à la circulation.

Chaque numéro de la *REMI* se clôt avec des notes de lecture et la rubrique des « livres reçus ». Gilles Dubus assure cette dernière avec constance et sérieux depuis 1993. Parmi les notes de lecture, signalons celle consacrée au *Dictionnaire des migrations internationales. Approche géohistorique* (2015), vaste entreprise lancée par Gildas Simon le créateur de la *REMI*. Elle est signée Ralph Schor.

Enfin pour conclure cet éditorial, en ces temps de crise, de violence, de repli, mais aussi de mobilisation et de défense de certaines valeurs, il n'est pas inutile de reprendre mot pour mot la phrase de conclusion du premier éditorial de la *REMI* : « Ouverts à toutes les opinions scientifiquement argumentées, les animateurs de la revue tiennent pour leur part à préciser qu'ils sont attachés à une certaine conception des Droits de l'Homme et notamment des étrangers dans quelque pays que ce soit⁵ ».

⁵ Extrait de la page 7 de La Revue Européenne des Migrations Internationales (1985) Éditorial, *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 1 (1), pp. 5-7.